

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Sondage-la-majorite-de-la-population-prete-a>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Sondage : la majorité de la population prête à voter pour un·e candidat·e engageant la France dans la sortie du nucléaire**

20 janvier 2022

Sondage : la majorité de la population prête à voter pour un·e candidat·e engageant la France dans la sortie du nucléaire

Dans un [sondage exclusif](#) IFOP pour le Réseau "Sortir du nucléaire", 58 % des Français.es se déclarent prêt.es à voter pour une personne qui, une fois élue à la présidence de la République engagerait la France dans une politique énergétique incluant la sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables. Un chiffre qui va à l'encontre des dernières prises de position de l'Élysée en matière de nucléaire. Alors que la campagne présidentielle bat son plein, le Réseau "Sortir du nucléaire" envoie ce jour un [Manifeste](#) aux candidat.es, les exhortant à s'engager pour un programme de sortie du nucléaire.

L'opinion publique est favorable à la sortie du nucléaire

C'est l'enseignement de ce sondage : **les Français.es sont 58% à être prêt.es à voter pour un.e candidat.e qui engagerait la France vers la sortie du nucléaire** (chiffre qui atteint même 80 % chez les sympathisant.es de gauche).

Et même si les catastrophes de Tchernobyl ou Fukushima s'éloignent dans l'esprit des Français.es, près de la moitié d'entre eux se déclare fortement inquiète par la production d'énergie nucléaire. « *Le risque lié au nucléaire est réel* », rappelle Pauline di Nicolantonio, chargée de campagne du Réseau "Sortir du nucléaire", « *et ce n'est pas une lubie des ONG ! L'Autorité de sûreté nucléaire elle-même a mis en ligne des [livrets et des vidéos pédagogiques](#) sur « la bonne conduite à tenir » en cas de catastrophe nucléaire, ça fait froid dans le dos !* ».

Car les installations nucléaires françaises sont exposées à toute une série de menaces : défaillances techniques à répétition, vétusté des installations, défauts de conception, erreurs humaines accrues avec la dégradation des rythmes de travail des sous-traitants, cyberattaques, sécheresses ou inondations susceptibles de s'accroître avec le réchauffement climatique, vulnérabilité aux séismes, menaces d'attaques terroristes... les sources de risques sont nombreuses et bien réelles ! Pour preuve, en ce début d'année [les 4 réacteurs les plus puissants du parc](#) sont à l'arrêt à cause de

fissures liées à la corrosion sur les tuyauterie des circuits d'injection de sécurité. Une avarie grave qu'EDF et l'ASN ne s'expliquent pas, et qui n'aurait pas dû advenir.

La position des Français.es qui sont une majorité à se déclarer prêt.es à tourner le dos au nucléaire, ne semble pas résulter d'une réaction à chaud des suites d'une catastrophe mais bien d'une dynamique plus profonde de rejet de cette industrie coûteuse, polluante et dangereuse.

Emmanuel Macron sourd aux demandes des citoyen.nes

Le Président de la République semble aller à rebours de ces attentes sociétales grandissantes : depuis quelques mois, on assiste à une grande opération de communication en faveur du nucléaire. Annonce présidentielle de relance de nouveaux réacteurs, alors même que l'EPR de Flamanville accuse plus de 11 ans de retard et continue d'en accumuler, lobbying agressif auprès de la Commission européenne pour [faire passer le nucléaire pour une énergie verte dans le projet de taxonomie](#)... **L'État français cherche par tous les moyens à redorer le blason d'une industrie actuellement en pleine déroute financière.**

Une crise financière auquel le nucléaire contribue largement ! Le chantier de Flamanville explose tous les budgets, et les pannes à répétition des réacteurs français vétustes entraînent de lourdes pertes (environ 1 million par jour par réacteur à l'arrêt). Mais au lieu d'investir dans la transition écologique, Emmanuel Macron et son gouvernement sont prêts à dilapider l'argent public dans la construction de nouvelles centrales... Face à ce manque de considération de l'opinion des Français.es (qui, en matière de nucléaire, n'ont d'ailleurs jamais été associés aux décisions), le Réseau "Sortir du nucléaire" interpelle aujourd'hui les candidat.es à la Présidentielle.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande explicitement aux présidentiables de [signer le Manifeste dans lequel ils et elles s'engagent, en tant que président.e de la République](#), à faire procéder immédiatement à des études indépendantes sur les impacts passés et actuels de l'industrie nucléaire et à :



abandonner tout projet de nouvelles constructions nucléaires ;



engager la fermeture des réacteurs existants et, ce, tout en mettant en place une politique énergétique ambitieuse, alignée sur nos objectifs climatiques et basée sur la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables.

Ce Manifeste rappelle que le nucléaire est une énergie dont le fonctionnement porte atteinte aux biens communs (démocratie, économie, sécurité, santé, environnement, droits humains...) et qu'il est, de fait, urgent d'en sortir.

Contact presse :

Pauline di Nicolantonio - 06 69 21 87 23